

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 18 (1926)
Heft: 7

Rubrik: Économie politique

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 25.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

guerre a le plus enrichi, car tandis qu'en 1913 2,232,000 le = 54% de tous les syndiqués lui étaient affiliés, il englobe maintenant 4,342,000 ouvriers²⁾ ce qui représente le 78 % de la totalité des ouvriers organisés. Le congrès n'a pas seulement gagné pendant la guerre et pendant la période de haute conjoncture tout le mouvement (1920: 6,500,000), mais il perdit dans les années de dépression beaucoup moins de membres que les autres associations. Ceci provient de ce que beaucoup d'ouvriers qui avaient cru dans la période de haute conjoncture tirer un profit en adhérant à un syndicat, mais qui le quittèrent dans la période de dépression, ne firent jamais partie du congrès.

Un court aperçu nous montrera encore le développement des divers métiers, afin d'illustrer combien la faculté d'organisation est différente. C'est parmi les ouvriers non qualifiés que la conjoncture de guerre fut le plus remarquable. En 1920 1,261,000 de ceux-ci étaient organisés tandis qu'avant la guerre on en comptait que 358,000. Aujourd'hui leur effectif est encore de 511,000. Le même phénomène peut-être constaté parmi les ouvriers agricoles qui ont passé de 21,000 à 210,000, battant ainsi le record d'augmentation des effectifs. Par contre ils ne sont actuellement plus que 61,000. Les mineurs réussirent en 1920 à gagner au syndicat à peu près tous les ouvriers des charbonnages. Mais finalement il ne resta que les vieux camarades. C'est seulement en 1924 que leur effectif s'accrut de nouveau. L'augmentation nette est minime, mais la fédération des mineurs avait précisément avant la guerre la majeure partie des ouvriers dans ses rangs et l'étroite cohésion de cette association durant la grave crise des charbonnages anglais est digne d'admiration. Les industries des métaux, de la construction des machines et des navires enregistrent aussi une augmentation. Celles-ci cependant n'ont guère conservé, après la crise d'après-guerre, plus de la moitié de leurs effectifs. Les ouvriers de l'industrie textile accusent une augmentation considérable, non compris les ouvriers de l'industrie du coton, lesquels sont les seuls à avoir subi une diminution de leurs effectifs. Les industries du bois, des meubles, du papier, de l'imprimerie, de l'habillement, du bâtiment, des chemins de fer et des transports ont gagné des membres, bien qu'aucune de ces associations n'aient pu maintenir son effectif à la hauteur de 1920. Les organisations des instituteurs sont les seules qui aient atteint seulement après 1920 leur chiffre le plus élevé et n'aient subi depuis qu'une perte insignifiante. C'est peut-être là un signe que les membres de professions libérales, une fois qu'ils reconnaissent la nécessité de s'organiser, possèdent un meilleur esprit d'organisation que ceux des autres professions.

En résumé on peut affirmer que la guerre a donné une impulsion à plusieurs organisations qui étaient encore faibles, telles que celles de l'agriculture, des ouvriers non qualifiés, de l'industrie du vêtement, et que cette impulsion n'aurait jamais atteint ce degré d'intensité sans la guerre. L'industrie textile (excepté celle de coton) doit le développement de son organisation en premier lieu aux femmes.



Economie politique

L'industrie suisse de la meunerie. Les « Rapports économiques » de la *Feuille officielle suisse du commerce* publient un bref exposé sur le développement de la meunerie suisse. Le nombre des personnes occupées dans cette industrie a diminué de 7691 en 1880 à 3883

² 1925.

en 1920. Il faut observer ici qu'il existait en Suisse dans les années quatre-vingt une quantité de moulins de commerce (plus de 2400 d'après une enquête privée), mais la plupart de ces moulins étaient de petites entreprises de peu d'importance. Cela ressort également de la statistique suisse des fabriques de l'année 1888 (laquelle englobait tous les moulins occupant plus de deux ouvriers sans compter les membres de la famille), qui ne comptait que 143 entreprises. Ces 143 entreprises occupaient 970 ouvriers et disposaient d'une force de 6076 chevaux. En 1923, la statistique des fabriques comptait 141 minoteries avec 1638 ouvriers et disposant d'une force de 10,596 chevaux. En 1888, chaque établissement occupait en moyenne 7 ouvriers et disposait d'une force de 42 chevaux, tandis qu'en 1923, le nombre des ouvriers occupés est en moyenne de 12 et la force de chevaux disponible de 75.

En réalité, la concentration des entreprises est encore plus forte que l'on ne la constate dans ces chiffres. D'après les indications de la Régie fédérale du blé, 31 établissements ont moulu le 54,7 % du blé panifiable consommé en 1923; huit minoteries à elles seules en ont moulu le 21,7 %.

L'industrie de la meunerie eut extrêmement à souffrir de la concurrence étrangère, notamment la concurrence allemande favorisée par des primes d'exportation se fit sentir. L'importation de farine allemande panifiable augmenta de 52,400 quintaux en 1900 à 437,700 quintaux en 1908. La guerre mondiale apporta un changement total des conditions; la Régie du blé importait, dans la mesure où l'ordonnance le lui permettait, en principe seulement du blé et pas de farine. Les Etats-Unis, il est vrai, ne livrèrent que de la farine; cependant, dès que l'approvisionnement en blé panifiable n'en fut plus réduit à ces livraisons, l'importation de farine panifiable comportait dans la période d'après-guerre plus que 35,000 quintaux en moyenne par année contre 427,400 quintaux en moyenne dans les dernières années d'avant-guerre.

Production et consommation de la bière en Suisse.

Nous extrayons les indications suivantes d'un article instructif des « Rapports économiques » de la *Feuille officielle suisse du commerce*:

Depuis 1870 à 1911, la production de la bière a, sauf quelques légères fluctuations, constamment augmenté. Dans ce laps de temps, elle a passé de 356,000 hectolitres à 3,003,000 hectolitres. La période de guerre, où des difficultés surgirent pour l'importation du malt, apporta une forte diminution de la production qui atteignit son plus bas niveau en 1918 avec 842,000; c'est-à-dire que l'industrie suisse de la brasserie accusait à peu près la même production que 40 ans auparavant. Depuis la fin de la guerre mondiale, la production augmenta de nouveau et s'élevait déjà en 1924 à 1,581,000 hectolitres. Cependant, en considération de la mauvaise qualité de la « bière de guerre » et sans doute aussi à cause du développement du mouvement sportif, la consommation de la bière a en général considérablement baissé; en revanche, n'oublions pas de dire que la consommation de vin et de schnaps s'est accrue. Dans les années quatre-vingt, la consommation par tête de population comportait 33,3 litres par année; dans les années 1903—1912, 71,6 litres et dans les années 1919—1924, 34,5 litres.

L'augmentation de la production permet de constater une forte concentration. Depuis 1891 jusqu'en 1924, le nombre des brasseries a constamment diminué, soit de 340 à 75. En 1890, les petites entreprises fournirent le 67 % et les entreprises moyennes le 33 % de la production nationale. En 1923, les petites entreprises fournirent 16 %, les entreprises moyennes 31 % et les grandes entreprises 54 % de la production nationale.